

CONDITIONS GENERALES DE MANUTENTION ET DE STOCKAGE DES MARCHANDISES

PREAMBULE

Les présentes conditions générales visent les prestations de manutention et de stockage réalisées par le manutentionnaire-transitaire-stockeur (ci-après désigné « la Société ») pour les marchandises (ci-après désignés « la/ les Marchandise(s) ») de ses clients.

Toute prestation autre que celles de manutention et de stockage réalisée par la Société à titre principal ou annexe en lien avec le déplacement physique, par tout mode de transport, et/ou la gestion physique ou juridique de stocks et flux de toute marchandise, emballée ou non, de toute provenance et pour toute destination et/ou en lien avec la gestion de tout flux d'informations matérialisé ou dématérialisé est régie par les Conditions Générales d'Opérateur de transport. Ces Conditions générales sont disponibles sur le site du groupe Kuhn : <http://maritimekuhn.com/>

1 - PRESTATIONS

1.1 La Société peut assurer, sur demande de ses clients, les différents services ci-après :

- ☐ déchargement de navires,
- ☐ chargement de navires,
- ☐ manutention terrestre,
- ☐ programmation, réception, pesage, reconnaissance et manutention des Marchandises à l'entrée,
- ☐ stockage mutualisé des Marchandises,
- ☐ stockage individualisé en capacités dédiées,
- ☐ stockage sous douane des Marchandises,
- ☐ tenue et suivi du compte courant matière,
- ☐ programmation, livraison, pesage, délivrance et manutention des Marchandises à la sortie.

1.2 En tant que mandataire, la Société peut assurer les prestations décrites à l'article 2 des présentes conditions générales.

1.3 Les différentes prestations rendues par la Société seront facturées en fonction des tarifs négociés, adressés aux clients avant ou à l'occasion de l'opération considérée.

1.4 La Société n'étant pas propriétaire de la marchandise, elle ne peut être tenue responsable des obligations incombant au propriétaire de celle-ci.

1.5 Au regard de la réglementation, la Société ne peut être considérée comme l'opérateur qui met la

Marchandise sur le marché, ni comme l'opérateur qui la met en circulation.

2 – LA SOCIETE MANDATAIRE

La Société est habilitée à effectuer, au nom et pour le compte de son mandant, des opérations juridiques soit nécessitées par l'usage soit demandées expressément par le mandant (vente de la Marchandise à un tiers, échanges de Marchandises, transit, opérations douanières...) et ce faisant, à représenter l'ayant droit à la Marchandise vis-à-vis de tous tiers concernés, notamment autorités portuaires, transporteurs, douanes

(dans le cadre de la représentation directe), service des contributions indirectes, D.G.C.C.R.F etc.

3 - MANUTENTION

Les prestations de manutention sont celles visées aux articles L.5422-19 à L.5422-25 du code des transports et au décret n° 66-1078 du 31 décembre 1966.

L'activité est organisée en journée ou shift selon les usages du port et en fonction de la disponibilité des moyens humains et matériels.

Les tarifs sont applicables aux navires de type box-ship, sans entrepont et convenant au (dé)chargement au grappin ou à la benne avec l'intervention d'engins de type bull ou pelle mécanique en cale.

La cargaison doit se trouver dans des cales directement accessibles aux bennes et exemptes d'obstacles de toutes natures. Il appartient au client de faire préalablement agréer par la Société les caractéristiques de son navire.

Au cas particulier du chargement, il appartient au client de :

- s'assurer de la conformité du navire, de son aptitude au transport des produits concernés et de la propreté des cales.
- s'assurer que le volume de Marchandises à charger existe bien dans les magasins de la Société.
- communiquer à la Société le statut douanier des Marchandises et, plus généralement, tout document afférent aux Marchandises.

Le client devra communiquer à la Société toutes informations relatives à la nature et aux particularités de la Marchandise, la Société n'a pas à vérifier les documents transmis par le client.

La responsabilité de la Société ne saurait être engagée pour les conséquences découlant du non-respect des présentes ou d'une absence ou insuffisance d'information liée à la nature ou aux particularités de la Marchandise.

4 – MODALITES DE STOCKAGE

Le stockage de Marchandises peut être réalisé soit en capacités dédiées dans les conditions prévues au § 6.2.1 ci-après, soit en capacités mutualisées dans les conditions prévues au § 6.2.2 ci-après.

Le client s'engage à confier à la Société une Marchandise conforme à la réglementation en vigueur.

Les Marchandises livrées doivent être saines, loyales et marchandes, de bonne maturité, réputées de bonne conservation, exemptes d'insectes vivants, sans flair ni odeur, présentant un niveau d'OGM conforme aux réglementations en vigueur, elles doivent être aptes au stockage prolongé.

5 - MOYENS MATERIELS

Le manutentionnaire-transitaire- stockeur met à disposition de ses clients ses capacités de stockage édifiées en zone portuaire ou en dehors ainsi que ses moyens de manutention.

Le client déclare connaître les installations de manutention et de stockage pour les avoir visitées et agréées. Son attention est attirée sur le fait que ces lieux sont ou peuvent être totalement ou partiellement ouverts.

6 - LA SOCIETE PRESTATAIRE DE SERVICES

6.1. ENTREE DES MARCHANDISES

6.1.1. Accueil des Marchandises

Les Marchandises seront convoyées du navire aux magasins, sauf contraintes de manutention ou de stockage.

La Société ne prendra en charge les Marchandises qu'au fur et à mesure du déchargement qui commencera au moment où le navire est à quai, apte au déchargement, cale ouverte et délivrance par le capitaine du plan de déchargement.

Dans le cas d'une réception des Marchandises dans ses entrepôts, la Société ne prendra en charge les Marchandises qu'au moment où le véhicule est prêt au déchargement.

Le poids pris en charge par la Société est celui que révèlent les appareils de pesage agréés et vérifiés qu'elle utilise.

Le client s'engage à confirmer à la Société que la Marchandise a été soumise à analyses réglementaires et, s'ils sont disponibles, à lui en communiquer les résultats ainsi que, le cas échéant, l'attestation de conformité de cette Marchandise.

6.1.2. Reconnaissance contradictoire des Marchandises :

La reconnaissance de la Marchandise et de son poids s'effectuera contradictoirement entre la Société et le représentant du client (la société de surveillance).

La reconnaissance visuelle de la Marchandise ne saurait se substituer à la réception juridique de celle-ci par le client dans son rapport contractuel de vente.

Faute pour le client de se faire représenter, alors qu'il aura été dument averti préalablement, la reconnaissance effectuée par la Société est considérée comme contradictoirement réalisée et par là même opposable au client.

6.1.3. Non-conformité des Marchandises :

▪ Non-conformité visuelle

La reconnaissance visuelle et en superficie de la Marchandise avant l'entrée en magasin, sera faite tant à l'ouverture des cales, wagons, bennes, qu'en cours de déchargement et pourra occasionner la constatation d'une non-conformité. Cette non-conformité fera l'objet d'une information écrite immédiate au client et pourra occasionner l'arrêt des opérations de mise en stock.

Sous réserve des obligations nées de la réglementation en vigueur, le traitement de cette non-conformité sera choisi ou validé par le client qui informera dans les meilleurs délais les autorités compétentes.

La Société ne pourra être tenue responsable de l'arrêt des opérations de mise en stock et des conséquences en résultant du fait de cette non-conformité.

La Société se réserve le droit de refuser la Marchandise :

1. dont l'état pourrait être une cause de nuisance ou de dommage pour d'autres Marchandises ou pour ses propres installations
2. dont le propriétaire n'aurait pas garanti avoir satisfait à ses obligations réglementaires, en matière de qualité telles que rappelé au préambule des présentes CGV.

▪ Non-conformité suite à analyses

L'analyse par laboratoire des échantillons de la Marchandise peut faire apparaître la présence de produits dangereux, non décelables visuellement, incompatible avec leur destination).

Le client s'engage à informer sans délai la Société des non-conformités et saisir les autorités compétentes. Une preuve de la saisine doit être communiquée à la Société.

A défaut de saisine des autorités compétentes, la Société pourra y procéder librement.

Consécutivement à l'information d'une éventuelle non-conformité et après instruction du client, la Société :

- suspendra les entrées en magasin de la Marchandise concernée,
- suspendra les sorties de la Marchandise concernée ainsi que celle éventuellement stockée au même moment dans la même capacité telle qu'admise par l'administration,
- établira la traçabilité de la cargaison concernée et l'adressera au client pour suite à donner, le client s'engageant à supporter les coûts induits par le traitement de cette non-conformité,

- la Société se réserve le droit d'informer directement les réceptionnaires concernés par ladite non-conformité, auquel cas elle tiendra son client informé des démarches entreprises.

De plus, conformément aux articles 19§1 et 20§1 du règlement 178/2002, dès lors que la Société considère que des Marchandises ne répondent pas aux prescriptions relatives à la sécurité des denrées alimentaires, elle en informe le client et, le cas échéant, les autorités compétentes et suspend toute sortie de Marchandises.

Corrélativement, en cas d'injonction de retrait des Marchandises de la part des autorités compétentes, la Société, après en avoir informé le client, se conformera aux injonctions reçues des autorités compétentes et ce, aux frais, risques et périls du client, tant à l'égard des Marchandises du client qu'à l'égard de toute Marchandise contaminée du même lot. Les clients feront entre eux leur affaire de la réparation des éventuels préjudices en découlant.

Les facturations de stockage et de manutention de ces Marchandises ainsi que tous les frais afférents à leur retrait ou immobilisation resteront dues.

6.2. CONSERVATION ET MAINTENANCE DES STOCKS

La Société s'engage à (i) apporter dans les règles de l'art le soin à la surveillance et à la conservation et à (ii) restituer la Marchandise. La Société luttera contre la présence de nuisibles par la mise en place des moyens de lutte communément acceptés dans la profession, sans toutefois pouvoir être tenue responsable de leur éventuelle présence.

La Société ne peut se servir ni disposer de la Marchandise pour son propre compte, ou pour le compte d'un autre client, sans l'autorisation du client.

Elle ne pourra être tenue responsable de l'état ou du manquant de la Marchandise que si le client apporte la preuve que cette détérioration ou ce manquant résulte d'une faute, d'un acte ou d'une omission de la Société.

Dans tous les cas, elle ne saurait être tenue responsable de la dégradation des critères qualitatifs de la Marchandise occasionnées par leur manutention ou séjour en cellule ni des risques microbiologiques pouvant être causés par les nuisibles.

Une freinte forfaitaire de 0,25% sur les tonnages sera déduite.

6.2.1. Stockage en capacités dédiées

Comme indiqué au § 3, la Société et le client décident, avant le déchargement du navire, si la cargaison doit être entreposée dans des cases ou cellules qui lui sont exclusivement dédiées.

Cette affectation de Marchandises dans une capacité dédiée correspond à l'engagement pris par la Société de positionner la marchandise, lors du déchargement, dans une case préalablement vide ou partiellement remplie de Marchandises de même nature importée par le même client. Elle n'oblige pas la Société à transférer cette Marchandise dans une autre capacité suite à un transfert de propriété.

Dans l'hypothèse d'un stockage en capacité dédiée, le client s'engage à confier à la Société l'intégralité des prestations liées à ce stockage.

6.2.2. Stockage en capacités mutualisées

La Société s'engage à demander l'autorisation expresse écrite des clients concernés en vue de stocker les Marchandises les unes sur les autres (en tas sur tas). L'accord donné par les clients à la Société entraîne l'acceptation d'échanges entre eux des Marchandises ainsi mises en tas sur tas au prorata des volumes concernés de chaque client.

En donnant cet accord, les clients donnent mandat à la Société pour réaliser les opérations de transfert physique de Marchandises qui se révéleraient nécessaires du fait de ce stockage lors des opérations de livraison.

Cet accord vaut jusqu'à la sortie des Marchandises des magasins de la Société, la sortie se faisant par échange de Marchandises stockées dans les cases d'un même magasin.

Parallèlement, avant toute entrée en magasin, le client s'engage à transmettre les analyses de sa Marchandise au client avec lequel sa Marchandise est mutualisée.

6.3. TENUE ET SUIVI DES COMPTES COURANTS MATIERES

La gestion des Marchandises confiées à la Société et de toutes opérations les concernant est comptabilisée sur un compte courant ouvert par catégorie de Marchandises au nom du client.

Ce compte courant fonctionne suivant les conventions définies avec chaque client.

Le reclassement d'une Marchandise dans une appellation qualité différente de celle inscrite lors du déchargement de la Marchandise est de la seule initiative et responsabilité de son propriétaire. Il doit faire l'objet d'une instruction écrite.

Les Marchandises qui seront portées au crédit du compte de l'ayant droit supporteront les frais de gestion aux tarifs et conditions négociées.

6.4. LES OPERATIONS DE TRANSFERT

Le client a la possibilité, à tout moment, de demander à la Société de procéder au transfert de la Marchandise dont il est propriétaire à un tiers.

Une telle demande expresse ne pourra être formulée que par écrit (lettre, télécopie, courriel ou télétransmission). Elle devra être sans équivoque et préciser en conséquence le nom du cédant, celui du cessionnaire la nature, le tonnage et la qualité de la Marchandise devant faire l'objet du transfert, enfin la date de transfert.

Le client sera responsable de toutes les conséquences pouvant résulter du retard et/ou de l'imprécision des informations ainsi communiquées.

En cas d'acceptation, il sera procédé à un "transfert" dans la comptabilité clients au nom du nouveau propriétaire.

Un bon de transfert pourra être remis à la demande.

En tout état de cause, la Société reste un tiers par rapport aux parties au contrat de vente ; sa responsabilité en cas de litige pouvant survenir entre le cédant et le cessionnaire, ne saurait être recherchée en aucune façon.

6.5. SORTIE DE MARCHANDISES

6.5.1. Programmation :

Afin d'assurer la bonne exécution journalière du chargement des Marchandises sur wagons ou camions, il est nécessaire de respecter la programmation des enlèvements déterminée entre le client et la Société en fonction des capacités techniques.

Ce programme se matérialisera par la prise de rendez-vous journaliers par le client ou son représentant. Les informations communiquées à cette occasion concerneront le type de contrat, la nature de la marchandise, le réceptionnaire, la destination, le mode de transport et le transporteur. En l'absence de rendez-vous validés par la Société ou dans le cas de modifications des informations, la Société n'aura aucune obligation de livrer la marchandise.

6.5.2. Exécution du programme :

Aucune expédition ne sera faite sans instruction écrite ou informatique (EDI) du client.

6.5.3. Agréage de la Marchandise

Dans le cadre des ventes en « départ magasin » les conditions et protocoles d'échantillonnage et de reconnaissance de Marchandises sont décrits dans la Formule n°1 du SYNACOMEX, la Société se conformera aux procédures et aux obligations décrites dans cette formule.

6.5.4. Poids

Le poids chargé par le silo à la sortie sur moyens d'évacuation sera celui déterminé par les appareils de pesage de la Société dûment agréés.

Ce poids sera reconnu comme seul valable et définitif, qu'un représentant du client soit présent ou non.

7 - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

7.1. ASSURANCES

La marchandise est assurée par son propriétaire/le client. Lorsque le client assure lui-même ses marchandises, il devra en informer préalablement et par écrit la société. Dans ce cas, une clause de renonciation à recours réciproque est conclue entre le client et ses assureurs et la société et ses assureurs

A défaut, la Société assure les marchandises qui lui sont confiées sur demande écrite préalable du propriétaire aux clauses et conditions du contrat d'assurance souscrit par la société notamment incendie, explosion, dégâts des eaux... auprès d'une Compagnie de premier ordre.

Dans le cadre d'un ordre express, le client devra s'acquitter d'une prime d'assurance contractuelle définie dans les conditions du contrat. Les conditions du contrat peuvent être communiquées sous forme d'une attestation d'assurance.

En cas de sinistre, la franchise contractuelle sera supportée par le client à concurrence de 150 000 € (cent-cinquante-mille euros) sauf stipulations particulières reprises sur l'attestation délivrée.

7.2. RESPONSABILITE

7.2.1. Opération de manutention :

Pour toutes les opérations de manutention (chargement/déchargement) de navires, la responsabilité de la Société sera appréciée conformément aux dispositions des articles L.5422-19 à L.5422-25 du Code des transports, aux dispositions des présentes et aux conditions prévues dans les cotations ou conditions particulières.

Pour toutes les opérations de manutention la responsabilité de la Société est limitée selon les conditions fixées par l'article L5422-23 du Code des Transports à moins qu'une déclaration de valeur n'ait été notifiée expressément par écrit et acceptée par la Société.

Ladite limitation, quel que soit le dommage, matériel, immatériel, quelle que soit la cause, est fixée à 666.66 DTS par colis ou 2 DTS par kilo.

En outre lorsque la perte ou le dommage quel qu'il soit, ne porte que sur une partie d'un colis ou d'une unité, la limite par kilogramme ne s'applique qu'au poids de la partie endommagée ou perdue de ce colis ou de cette unité à moins que la perte ou le dommage n'affecte la valeur du colis ou de l'unité dans son ensemble ou ne le rende inutilisable en l'état.

7.2.2 Opérations de stockage

Pour toutes les autres prestations, la responsabilité de la Société sera appréciée conformément au droit commun.

La responsabilité de la Société sera engagée uniquement en cas de faute prouvée à son encontre.

La responsabilité de la société au titre des opérations de stockage est strictement limitée à 20 € par kilogramme de poids brut de marchandises manquantes ou avariées sans pouvoir excéder, quels que soient le poids, le volume, les dimensions, la nature ou la valeur de la marchandise concernée, une somme supérieure au produit du poids brut de la marchandise exprimé en tonnes multiplié par 5.000 € avec un maximum de 60.000 € par événement.

La Société ne saurait être responsable du respect des injonctions administratives.

Sans préjudice des dispositions de l'article 6.1.3, les clients restent responsables des conséquences des échanges réalisés entre eux.

7.2.3 Opérations de levage

Dans le cadre des opérations de levage effectuées ou sous-traitées par la Société, sa responsabilité est définie par les conditions générales de prestation de levage-manutention publiées par l'Union Française du levage dont le client confirme avoir pris connaissance, ou calquée sur celle de ses substitués.

7.2.4. Concours de limitations

Les limitations énoncées par le présent article ne font pas obstacle à l'application de dispositions légales ou réglementaires plus favorables à l'opérateur.

Les limitations énoncées par le présent article ne font pas non plus obstacle à l'application des limitations d'indemnité prévues par le connaissance qui seraient plus favorables à l'opérateur.

7.3. FORCE MAJEURE

De convention expresse, la responsabilité de la Société ne peut être recherchée en cas d'événements extérieurs (tels qu'incendie, tempête, inondation, dégâts des eaux, grève... - liste non exhaustive) empêchant l'exécution des prestations convenues et ce, quelle que soit la nature de la mise à disposition (dédiée ou mutualisée).

Pendant la durée de la force majeure, l'exécution des prestations est retardée de la durée de l'empêchement, sans pénalité.

7.4. COMMANDES ET FACTURATION

Les prestations de services fournies aux clients par la Société sont facturées, sauf accord particulier, aux conditions convenues entre les parties.

Sauf cas de force majeure, aucun report (ou standby), aucune modification ou aucune annulation de commande ne pourra se faire sans acceptation écrite de la Société.

En cas de report, ou d'annulation de commande par le client, tous les frais déjà engagés préalablement lui seront facturés par la Société.

En cas d'annulation de commande par le client, une indemnité forfaitaire d'un montant au moins égal à la moitié du prix de la prestation sera due à la Société.

7.5. PAIEMENT

7.5.1 Date et délais de paiement

Les factures sont en totalité payables COMPTANT A RECEPTION DE LA FACTURE, sans escompte au lieu de leur émission. Il ne pourra être fait aucune compensation entre les factures et le montant des dommages allégués par le client. Lorsqu'exceptionnellement des délais de paiement auront été consentis par l'émission de traite ou autre moyen, tout paiement partiel sera imputé en premier lieu sur la partie non privilégiée des créances. Le non-paiement à une seule échéance emportera sans formalité déchéance du terme des autres factures et paiement immédiat de toutes prestations, le solde devenant immédiatement exigible même en cas d'acceptation d'effets.

7.5.2. Retard de paiement

En application des articles L441-6 I et D441-5 du Code de commerce, tout retard de paiement entraîne l'exigibilité de plein droit d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, et un intérêt de retard égal au taux d'intérêt de 14% sera immédiatement exigible sans qu'un rappel ne soit nécessaire.

7.6. GARANTIE DE PAIEMENT

Il est expressément prévu et agréé que la Société dispose d'un droit de rétention sur toutes les Marchandises qui lui sont confiées par le client, indépendamment de l'identité du propriétaire de ces Marchandises, et ce jusqu'au paiement intégral en principal, intérêts et accessoires des sommes qui lui seraient dues en paiement des prestations relatives aux Marchandises qui lui sont confiées. Ce droit de rétention s'étend à toutes les Marchandises confiées par le client, même celles qui ne se rapportent pas directement à la dette mais qui se trouvent chez la Société, y compris celles qui lui ont été confiées par le client après la naissance de la dette.

En cas d'existence d'un courant d'affaires entre le client et la Société, le droit de rétention pourra s'exercer sur l'ensemble de la Marchandise dudit client.

Le droit de rétention est opposable à tous, y compris aux tiers non tenus à la dette.

Parallèlement, le client accepte d'affecter le solde de ses différents comptes courants en garantie et à hauteur des frais et débours ci-dessus visés.

7.7. NON-PAIEMENT

Au cas où les frais et débours afférents aux Marchandises confiées n'auraient pas été payés pendant plus de 3 mois, la vente aux enchères publiques peut, après sommation au client en défaut, en être ordonnée par le Président du Tribunal de Commerce, par Ordonnance sur requête, le tout sans préjudice des mesures qui seraient rendues nécessaires par l'état des Marchandises. Le coût de ces opérations incomberait au client en défaut.

7.8. JURIDICTION - LOI

En cas de différend entre les Parties pour l'interprétation ou l'exécution du présent contrat et de ses suites, celles-ci conviennent qu'à défaut d'accord amiable dans le mois suivant la notification du différend, il sera soumis au Tribunal de Commerce de Brest. Il sera fait application de la loi française.

8 - ADHESION AUX PRESENTES CONDITIONS GENERALES

Toutes opérations de mandat ou de prestations de services confiées à la Société entraînent de plein droit l'adhésion aux présentes conditions générales.

GENERAL TERMS and CONDITIONS of TRANSPORTATION OPERATORS 2022



ARTICLE 1 - PURPOSE AND SCOPE

The purpose of these general conditions is to govern the contractual relationship between a principal and a «Transport and/or Logistics Operator». This term refers to carriers, freight forwarders, registered customs representatives, warehousekeepers, handlers and their substitutes, hereinafter referred to as the TLO for any commitment or operation whatsoever in connection with the physical movement, by any means of transport, and/or the physical or legal management of stocks and flows of any goods, whether packaged or not, from any source and for any destination and/or in connection with the management of any flow of information, whether material or dematerialised.

Stevedoring and storage operations carried out by TLO mainly or annex to a transport operation are governed by the Handling and Storage General conditions. These terms and conditions are available on the Maritime KUHN Group website : <http://maritimekuhn.com>

The definitions of the terms and concepts used in these general terms and conditions are those of the laws and standard contracts, where they exist, in force in France. The «Parties» refer to both the TLO and the principal.

ARTICLE 2 - PRICE OF SERVICES

2.1 - Prices are calculated based on information provided by the principal, taking into account the services to be performed, the nature, weight and volume of the goods to be transported and the routes to be taken.

Quotations are based on the currency rate and the price of the fuel and powertrain technologies at the time the quotation is provided. They are also based on the conditions and tariffs of the substitutes as well as the laws, regulations and international conventions in force. If one or more of these basic elements, including the price of the fuel and powertrain technologies, were to be modified after the quotation was provided, including by the TLO's substitutes, in a manner that could enforceable against the TLO, and on proof provided by the latter, the prices originally given would be modified under the same conditions. The same shall apply in the event of an unforeseen event of any kind, leading, in particular, to a modification of one of the elements of the service.

2.2 - Prices do not include duties, taxes, fees and levies due in application of any regulation, particularly fiscal or customs.

2.3 - The prices initially agreed are renegotiated at least once a year.

ARTICLE 3 - GOODS INSURANCE

3.1 - It is the responsibility of the principal to ensure that he/she is fully indemnified in the event of a dispute, taking into account the applicable legal or conventional limitations of liability.

3.2 - The TLO shall not insure the goods without a written order from the principal specific to each shipment, specifying the risks to be covered and the values to be guaranteed.

Acting in this specific case as an agent, the TLO can in no way be considered an insurer.

If such an order is given, the TLO, acting on behalf of the principal, shall take out insurance with an insurance company that is known to be solvent at the time of cover. In the absence of a precise specification, only ordinary risks shall be insured. The TLO must indicate the name of the insurance company to the principal and send him the insurance certificate at his request.

ARTICLE 4 - PERFORMANCE OF SERVICES

4.1 - The departure and arrival dates of the goods and/or the announced dates for the performance of related services, whether or not they are linked to physical flows, which may be communicated by the TLO, are given for information purposes only and may in no way engage its personal responsibility or that of the guarantor.

4.2 - The principal is obliged to provide the TLO with the necessary and precise instructions, information and documents in good time for the execution of the transport services and ancillary services and/or logistics services.

4.3 - The TLO does not have to check the documents provided by the principal.

4.4 - The TLO who incurs costs in the interest of the goods, to prevent or limit damage, shall be fully compensated. Likewise, the costs paid by the TLO on behalf of the goods - demurrage, detentions and all advances of costs which were unknown at the time of quotation - shall be borne by the principal. If the consignee fails to take delivery of the goods for any reason whatsoever, the costs resulting directly and/or indirectly from this shall be borne in full by the principal.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS OF THE PRINCIPAL

5.1 - PACKAGING : The principal is solely responsible for the choice of packaging and must ensure that the goods are packaged, wrapped, marked or countermarked in accordance with the rules of the means of transport used and in such a way as to withstand transport and/or storage operations carried out under normal conditions, as well as the successive handling that necessarily takes place during the course of these operations. It must not constitute a cause of danger for the staff of the service provider and/or his substitutes, the environment, the safety of the transport equipment, the other goods transported or stored, the vehicles or third parties.

5.2 - LABELLING : Each package, object or load carrier must be clearly labelled to allow immediate and unambiguous identification of the shipper, the consignee, the place of delivery and the nature of the goods.

Labelling must comply with all applicable regulations, including those relating to dangerous products and materials.

5.3 - SEALING : Trucks, semi-trailers, swap bodies and full containers are sealed by the loader himself or his representative once the loading operations have been completed.

5.4 - STOWAGE/SECURING/SEIZING : When the goods are stuffed into containers and/or loaded onto transport equipment under the responsibility of the customer, the stowage, securing and lashing must be carried out in accordance with the rules of the trade so as to withstand the risks of transport and, in particular, the various bulk breaking.

5.5 - LIABILITY : The principal shall be liable for all the consequences of the absence, insufficiency, defect or unsuitability of the packaging, wrapping, marking or labelling, stowage, securing and wedging of the goods.

5.6 - INFORMATION OBLIGATIONS

5.6.1 - The principal is liable for all the consequences of a failure to comply with the obligation to inform and declare the exact nature and specificity of the goods. This obligation to declare must respect the special provisions taking into account the value of the goods and/or the covetousness they are likely to arouse, their dangerousness or fragility.

5.6.2 - This information obligation also applies to the declaration of the verified gross mass of a container in accordance with the SOLAS Convention. Furthermore, the principal expressly undertakes not to hand over to the TLO and/or its substitutes any goods that are illegal, prohibited, subject to a ban or restriction on movement and/or involving the transport of stowaways.

The principal alone shall bear, without recourse against the TLO, all the consequences resulting from falsified, erroneous, incomplete, inapplicable or late declarations or documents, including the information necessary for the transmission of any declaration required by customs regulations, in particular for the transport of goods from or to third countries. These declaration requirements apply regardless of the physical or electronic format. They also apply to communications and data of any kind provided by the principal to perform the agreed service.

5.7 - RESERVATIONS : In the event of loss, damage or any other damage suffered by the goods or in the event of delay, it is the responsibility of the consignee or the receiver to make regular and sufficient observations, to take precise and reasoned reservations within the legal time limits and, in general, to carry out all acts useful for the preservation of recourse. It is the responsibility of the cargo interests to confirm said reservations in the legal form and timeframe, failing which no action may be taken against the TLO or its substitutes.

5.8 - CUSTOMS, HEALTH, TAX AND/OR EXCISE FORMALITIES AND COMPLIANCE WITH EXPORT AND IMPORT CONTROL RULES : Regardless of the manner in which the services ordered by the principal are carried out, the TLO carries out the customs formalities and all related acts in the name and on behalf of the principal, in connection with the physical movement and/or documentary operations of the goods, within the framework of direct representation, in accordance with Article 18 of the European Union Customs Code, even in the absence of an express mandate.

The principal guarantees that all parties involved in the operations entrusted to the TLO and all transactions relating to the goods are authorised by the competent authorities under the laws and regulations on customs and export and import control. The principal is obliged to provide the TLO as soon as possible with all the information and documents necessary for the performance of the services, in particular, and without this list being exhaustive, the information relating to the choice of customs procedure, the customs origin, the customs value, the tariff classification of the goods as well as any monitoring document or document required under a specific regulation concerning the imported or exported goods or goods placed under a specific customs or tax procedure.

With regard to storage services provided by the TLO, the principal is also required to provide all the information and documents necessary to establish the origin, nature, quantity, holding and ownership of the goods stored on his behalf by the TLO, which the latter may be obligated to communicate to the tax authorities at the latter's request. The principal remains solely responsible for the implementation of tax regulations and the control of exports and imports.

The principal undertakes to ensure that all information and documents provided to the TLO are accurate, complete, valid and genuine.

The principal remains responsible for customs, sanitary, fiscal or indirect tax operations carried out in his name and on his behalf. He is the sole debtor of the debt that may result from them. Furthermore, the principal shall indemnify the customs representative against all financial consequences arising from his negligence and/or instructions and/or information and/or documents that are erroneous, incomplete, inapplicable or provided late, resulting in a general way in the assessment of additional duties and/or taxes, fines, penalties, default interest, additional costs issued by the administration concerned or in the blocking or seizure of the goods by the administration concerned, without this list being limitative.

5.9 - CASH ON DELIVERY : The stipulation of cash on delivery does not constitute a declaration of value and therefore does not alter the rules for compensation for loss and damage as defined by law and by these general conditions.

ARTICLE 6 - LIABILITY

In the event of proven, direct and foreseeable damage attributable to the TLO, the TLO shall only be liable for damages that could have been foreseen at the time of the conclusion of the contract and which only include what is an immediate and direct consequence of the non-performance within the meaning of Articles 1231-3 and 1231-4 of the Civil Code. These damages may in no case exceed the amounts stipulated in these general conditions.

6.1 - SUBSTITUTE LIABILITY : The TLO's liability is limited to the one incurred by the substitute (carrier, handler, forwarder, commission agent, registered customs representative, intermediary, warehouse keeper or any other service provider for whom he owes a guarantee) in the context of the operation entrusted to him. When the limits of compensation of the substitute are not known, do not exist or do not result from imperative legal or regulatory provisions, they are deemed to be identical to those relating to the TLO's personal liability.

6.2 - PERSONAL LIABILITY OF THE TLO : Apart from the case where the TLO acts

as a carrier and is, as such, subject to the limitations of the standard contracts applicable to national transport and to that of the Geneva Convention of 19 May 1956, known as the «CMR» in international transport, in the event of loss or damage, the compensation due by the TLO is strictly limited to €20 per kilogram of gross weight of the missing or damaged goods without being able to exceed, whatever the weight, volume, dimensions, nature or value of the goods concerned, a sum greater than the product of the gross weight of the goods expressed in tonnes multiplied by €5,000, with a maximum of €60,000 per event.

6.3 - OTHER DAMAGE : For all other proven damages, including in the event of a delay in delivery, for which the TLO may be held liable on any grounds whatsoever, the compensation due by the TLO is strictly limited and may not under any circumstances exceed the price of the service provided for in the contract (excluding duties, taxes and miscellaneous expenses). This compensation may not exceed the maximum limits of the TLO's liability in the event of personal liability.

6.4 - RESPONSIBILITY FOR CUSTOMS CLEARANCE, INCLUDING ALL RELATED ACTS : The TLO's liability for any customs, tax and/or indirect tax operation, whether carried out by itself or by its subcontractors, may not exceed the sum of €3,000 per customs declaration, without being able to exceed €30,000 per year of adjustment and, in any event, €60,000 per adjustment notification.

6.5 - QUOTATIONS : All quotations given, all specific price quotations provided, as well as the general tariffs are drawn up and/or published taking into account the limitations of liability of the TLO.

6.6 - DECLARATION OF VALUE OR INSURANCE : The principal may at any time make a declaration of value which, if determined by him and accepted by the TLO, shall have the effect of substituting the amount of this declaration for the compensation limits indicated in these general conditions. This declaration of value will result in a price supplement. The instructions must be renewed for each operation.

6.7 - SPECIAL INTEREST IN DELIVERY : The principal may always make a declaration of special interest in delivery which, if determined by the principal and accepted by the TLO, shall have the effect of substituting the amount of this declaration for the compensation limits in the event of delay. This declaration will lead to a price supplement. The instructions must be renewed for each operation.

6.8 - CYBER RISK EXCLUSION CLAUSE : These terms and conditions exclude any loss, damage, liability, costs or expenses of any nature whatsoever resulting, directly or indirectly, from a cyber-attack or attempted cyber-attack on the TLO or its substitutes, regardless of the source, and in particular if this prevents it from performing its services.

In particular, the principal acknowledges that, despite all the precautions that may be taken by the TLO, electronic transmissions of information and data may contain viruses or malicious intrusions and that, in this respect, the TLO may not be held liable in the event of damage suffered.

ARTICLE 7 - PAYMENT TERMS

7.1 - Services are payable outright upon receipt of the invoice, without discount, at the place of issue of the invoice and, in any event, within a period that may not exceed thirty (30) days from the date of issue in accordance with Article L.441-11 of the Commercial Code. The principal shall always be liable for payment. In accordance with Article 1344 of the Civil Code, the debtor shall be deemed to have been given notice to pay by the mere fact that the obligation is due.

7.2 - The unilateral compensation of the amount of the alleged damages on the price of the services due to the TLO is forbidden.

7.3 - Any delay in payment shall automatically lead to the payment of interest on arrears on the day following the date of payment shown on the invoice, in accordance with the terms and conditions defined by Article L.441-10 of the French Commercial Code.

7.4 - Any partial payment will be charged first to the non-preferential part of the claim.

7.5 - In the event of a payment term arrangement, failure to meet a deadline shall automatically and without formality result in the forfeiture of the term, unless proof of force majeure is provided.

7.6 - All costs incurred by the TLO as a result of the late cancellation of an instruction given by the principal shall be passed on to the principal in full.

ARTICLE 8 - CONVENTIONAL RIGHT OF WITHHOLDING AND CONVENTIONAL RIGHT OF PLEDGE

Regardless of the capacity in which the TLO acts, the principal expressly recognises that the TLO has a contractual right of retention, enforceable against all, and a contractual right of pledge on all goods, securities and documents in the possession of the TLO, as security for all claims that the TLO has against it, even prior to or unrelated to the operations carried out for the goods, securities and documents that are actually in its hands.

ARTICLE 9 - PRESCRIPTION

9.1 - ACTION AGAINST THE TLO : All actions to which the contract concluded between the parties may give rise, whether for the main services or ancillary to an action against the TLO, are time-barred within a period of one year from the performance of the service in dispute in the said contract and, in the case of duties and taxes recovered a posteriori, from the date of communication to the debtor of the amount of these duties and taxes by the administration concerned.

9.2 - ACTION AT THE INITIATIVE OF THE TLO : Regardless of the nature of its services, the TLO has a minimum period of three (3) months to take recourse action against its principal.

ARTICLE 10 - DURATION OF THE CONTRACT AND TERMINATION

10.1 - In the event of an established commercial relationship, either Party may terminate it at any time by sending a registered letter with acknowledgement of receipt, subject to the following notice periods:

- one (1) month when the duration of the relationship is less than or equal to six (6) months;
- two (2) months when the duration of the relationship is more than six (6) months and less than or equal to one (1) year;
- three (3) months when the duration of the relationship is more than one (1) year and less than or equal to three (3) years;
- four (4) months when the duration of the relationship exceeds three (3) years, plus one (1) week for each full year of commercial relations, without exceeding a maximum duration of six (6) months.

10.2 - During the notice period, the Parties undertake to maintain the economy of the contract.

10.3 - In the event of serious or repeated proven breaches by one of the Parties of its commitments and obligations, the other Party is obligated to send it a formal notice with reasons by registered letter with acknowledgement of receipt. If this remains without effect within a period of fifteen (15) days, during which the Parties may attempt to reach an agreement, the Party initiating the formal notice may definitively terminate the contract, without notice or compensation, by registered letter with acknowledgement of receipt, noting the failure of the attempt at negotiation.

10.4 - At the end of this period of fifteen (15) days without effect, the other Party may terminate the contract without notice or compensation by sending a registered letter with acknowledgement of receipt.

ARTICLE 11 - CANCELLATION - NULLITY

In the event that any of the provisions of these general terms and conditions are declared null and void or deemed unwritten, all other provisions shall remain applicable.

ARTICLE 12 - COMPLIANCE CLAUSE WITH THE GENERAL DATA PROTECTION REGULATION

The Parties undertake to comply with French and European regulations on data protection.

The Parties undertake to take all necessary measures to ensure that the collection and processing of personal data comply with the applicable provisions. In this respect, each Party guarantees to respect the right of access, rectification, limitation, portability, removal and opposition of personal data.

ARTICLE 13 - COMPLIANCE, PENALTIES AND ANTI-CORRUPTION CLAUSE

The Parties shall comply with regulations on competition, financial transparency, prevention of conflicts of interest and corruption.

13.1 - The Parties undertake, both for themselves and for their employees, to comply with all internal procedures, laws, regulations and applicable international and local standards relating to the fight against corruption and money laundering.

Each of the Parties warrants that neither it nor any of its servants has given or will give any offer, remuneration, payment or benefit of any kind whatsoever which constitutes or may constitute or facilitate an act or attempt of bribery.

13.2 - The Parties undertake, on the one hand, to inform each other without delay of any element that may come to their knowledge that may entail their responsibility under this article and, on the other hand, to provide any assistance necessary to respond to a request from a duly authorised authority relating to the fight against corruption.

13.3 - Any failure by the principal to comply with the stipulations of this article shall be considered as a serious breach allowing the TLO to terminate their relationship without notice or compensation of any kind.

13.4 - In the event that the TLO is subject to a sanction under national, European and/or international regulations, it cannot be held liable in the event that it is no longer able to fulfil its contractual obligations.

13.5 - The principal expressly declares that he is not subject to any national, European or international sanctions.

ARTICLE 14 - HIERARCHY OF APPLICABLE CONTRACTS

14.1 - The TLO's special conditions agreed with the principal shall take precedence over the Parties' general conditions.

14.2 - If the TLO's special conditions are silent, these general conditions shall apply. They shall prevail over any other general or special conditions issued by the principal.

14.3 - For matters not covered by these general conditions or by the TLO's special conditions and for which a standard contract exists, the provisions of the latter shall apply.

ARTICLE 15 - SETTLEMENT OF DISPUTES

15.1 - PRIOR MEDIATION : Prior to any litigation, in particular in the event of breach of contract, the Parties are encouraged to attempt to resolve their differences amicably by referring them to a mediator, at the initiative of the most diligent Party. The costs of mediation shall be borne equally by each of the Parties.

15.2 - JURISDICTION CLAUSE : In the event of a dispute or contestation, only the commercial court of the TLO's main French establishment is competent to hear the case.

GENERAL CONDITIONS OF SHIPPING AGENCY

1. Date of appointment & commencement date	2. Notice of termination VESSEL'S DEPARTURE
3. Agent (full style and address) AGENCE MARITIME LORIENTAISE (AML) 28, Boulevard Jacques Cartier - 56100 LORIENT FRANCE FONASBA Quality Standard Certified	4. Territory LORIENT AND CONCARNEAU PORTS
5. Activities Port agency Husbandry agency General agency Documentation	6. Agent contact details shipping@aml.bzh / +33 297 378 212
6. Funding 100% PREFUNDING BEFORE VESSEL'S BERTHING OR AT LATEST ONCE VESSEL'S ALONGSIDE	7. Liability cap (Clause 17(i))
8. Agent's bank details Currency: EUR – Euro	
10. Dispute Resolution French law, Lorient Court (France)	

Definitions

“Activities” means the functions specified in Box 5.

“Agent” means the party stated in Box 3.

“Disbursements” means expenses paid or payable to third parties.

“Expenses” means costs incurred by or on behalf of the Agent for the account of the Principal.

“Funding” means the terms on which Remuneration will be paid and Disbursements settled.

“Parties” means the Agent and the Principal.

“Remuneration” means the fee, commission or other sum payable to the Agent for the performance of the agreed Activities.

“Territory” means the port(s), place(s) or geographic area specified in Box 4.

Section 1 Basis of the general conditions

1. The Agent has agreed to act on behalf of the Principal in the Territory in accordance with these General conditions.

2. This general conditions shall commence on the date stated in Box 1 and continue for the Period stated therein. In the event that no Period is specified, the general conditions shall continue until terminated by either party giving to the other the period of notice specified in Box 2.

3. The Principal undertakes not to appoint any other party in the Territory for the Activities stated in Box 5, unless and solely to the extent required to do so by the terms of an agency appointment. In such event, all other Activities under this general conditions shall be performed by the Agent.

4. The Principal will remunerate the Agent for the Activities agreed below, in accordance with payment terms stated in PDA / or advised amounts (by mail).

5. The Agent may appoint sub-agents subject to prior written approval by the Principal.

The Agent shall not be responsible for the negligent acts or defaults of any sub-agents unless the Agent fails to exercise due care in the appointment and supervision of such sub-agent. Notwithstanding the foregoing the Agent shall be responsible for the acts of its subsidiary companies appointed within the context of this Clause.

The Agent shall not be responsible for failure to exercise due care in the appointment of any sub-agent nominated by the Principal.

Section 2 Activities

6. Activities include the following and may be expanded upon in Annex C:

(a) Port agency

- (i) Arranging for berthing of vessels, monitoring of loading and discharging of cargo and/or passengers in accordance with local custom and conditions;
- (ii) cargo operations: co-ordinating stevedores and terminal operators, reporting to relevant authorities and arranging and checking documentation;
- (iii) inward and outward clearance of vessels: making arrangements to permit entry and departure, complying with the requirements of statutory and regulatory authorities and arranging and co-ordinating the provision of port services;
- (iv) keeping the Principal regularly and in a timely manner informed of port and working conditions likely to affect the despatch of the Principal's vessels;
- (v) reporting to the Principal the vessel's position and preparing a statement of facts of the call and/or a port log; and
- (vi) placing orders on behalf of the Principal for the supply of goods and services.

(b) Husbandry agency

- (i) Attending the Master and all crew matters, consular requirements, organising medical and dental treatment and supervising crew changes;
- (ii) ordering and receiving goods, services, supplies and spare parts for the vessel;
- (iii) making arrangements for receiving bunkers;
- (iv) arranging and co-ordinating repairs; and
- (v) all other activities relating to the day to day running of the vessel.

(c) General agency

- (i) Co-ordinating all activities of port and/or sub-agents, as set forth in these general conditions, in order to ensure the proper performance of all customary requirements for the operation of the Principal's vessels in the Territory; and
- (ii) attending to the Principal's requirements concerning claims handling. All expenses involved with claims handling are for the Principal's account. In case of vessel's seizure / detention, expenses to be covered by the Principal before Agent intervention.

(d) Documentation

On behalf of the Principal, issuing bills of lading and manifests, delivery orders, certificates and such other documents as may be required.

7. All communications, instructions and exchanges between the Parties in connection with arrangements for, and the operation of, Activities shall be in accordance with the Agent's contact details at Box 3 and the Principal's contact details.

Section 3 Finance and Budgets

8. The Agent shall:

(i) collect any monies due to the Principal including, but not limited to, freight, storage, demurrage and terminal handling charges;

(ii) check all invoices or vouchers received for services rendered and prepare a proper disbursement account in respect of each voyage or accounting period;

(iii) encourage authorities, port and terminal operators and service providers to render invoices in a timely manner and take prompt action to obtain any invoices that are delayed without good reason;

(iv) provide appropriate records of the Principal's financial position, which shall be available for inspection. The costs of such inspection shall be entirely for the Principal's account;

(v) advise the Principal of all amendments to port tariffs and other charges as they become known;

(vi) calculate charges and exercise reasonable skill and care in applying all terms and conditions of the appointment;

(vii) take and pass the benefit on to the Principal of all available discounts;

(viii) remit to the Principal any monies due at such periodic intervals as may be agreed. All bank charges shall be for the Principal's account. In the event of a debit balance, the Principal shall restore Funding to the agreed level but may deduct any amount held by the Agent in credit for a subsequent accounting period.

Remittances to the Principal shall be paid into the Principal's bank account as received details by the Principal. The account details and number may be modified or changed only by written amendment.

9. For the avoidance of doubt, the Agent shall not be required or expected to use or commit its own funds to finance the Principal's interests or obligations.

10. The Principal shall advance Funding required for the fulfilment of the Agent's obligations before ship's berthing or once alongside at latest, and to meet Disbursements and Remuneration payable under the general conditions. Funding shall be paid into the Agent's bank account stated at Box 8. The account details and number may be modified or changed only by written amendment.

11. In the event of termination, whether or not due to default of the Agent, all Disbursements and Remuneration outstanding or arising at, or in connection with any Activities being provided at, the time of termination, shall be settled by the Principal.

12. Termination of the appointment shall be without prejudice to all rights accrued by or between the Parties prior to the date of termination.

13. Without prejudice to any other right or remedy under these general conditions, if the Principal fails to comply with any of its financial obligations the Agent shall be entitled to:

(i) inform any suppliers, service providers or authorities that the Agent has not been put in funds;

(ii) take any necessary measures to detain the vessel(s) in port until such funds are received;

(iii) retain any documents that the Agent has in its possession pending receipt of funds; and

(iv) end his missions set out in the appointment with immediate effect by giving written notice to the Principal.

Section 4 Resources and Insurance

14. The Agent shall provide resources necessary for the performance of its Activities under the appointment.

15. Software, if any, provided by the Principal for any purpose connected with the appointment shall remain the Principal's property and shall be used exclusively for the purpose for which it is provided.

16. Insurance

(a) The Agent shall, throughout the duration of the appointment, maintain adequate and appropriate insurance cover for:

(i) negligent acts or defaults in the performance of its obligations under the appointment ; and

(ii) public liability insurance.

(b) The Principal shall, throughout the duration of the appointment, maintain shipowners' protection and indemnity insurance or charterers' cover, as appropriate. If the Principal does not have such cover, the Agent shall be entitled to terminate the appointment with immediate effect by giving written notice to the Principal.

(c) The Principal and the Agent shall, on the request of the other, provide evidence of such insurance cover.

Section 5 Liability

17. Liability

(i) *Liability to Principal*

The Agent shall not be liable to the Principal for any loss, damage, delay or expense of whatsoever nature, whether direct or indirect, (including but not limited to loss of profit arising out of or in connection with detention of or delay to the vessel) and howsoever arising in the course of performance of the appointment, unless same is proved to have resulted solely from the negligence or wilful default of the Agent or sub-agents if Clause 6(a) applies.

Save where loss, damage, delay or expense has resulted from the Agent's personal act or omission committed with the intent to cause same or recklessly and with knowledge that such loss, damage, delay or expense would probably result, the Agent's liability for each incident or series of incidents giving rise to a claim or claims shall never exceed a total of ten (10) times the Remuneration which shall be deemed earned in any event; or

(ii) *Himalaya Clause*

It is hereby expressly agreed that no employee of the Agent (including every sub-contractor from time to time employed by the Agent) shall in any circumstances whatsoever be under any liability whatsoever to the Principal for any expense, loss, damage or delay of whatsoever kind arising or resulting directly or indirectly from any act, neglect, or default on its part while acting in the course of or in connection with its

employment and, without prejudice to the generality of the foregoing provisions in this Clause 19(ii), every exemption, limitation, condition and liberty herein contained and every right, exemption from liability, defence and immunity of whatsoever nature applicable to the Agent or to which the Agent is entitled hereunder shall also be available and shall extend to protect every such employee or sub-contractor acting as aforesaid and for the purpose of all the foregoing provisions of this Clause 19 the Agent is or shall be deemed to be acting as agent or trustee on behalf of and for the benefit of all persons who are or might be its servants or agents from time to time (including sub-contractors as aforesaid) and all such persons shall to this extent be or be deemed to be parties to the appointment and agreed.

18. Except to the extent that the Agent would be liable under Clause 19, the Principal hereby undertakes to keep the Agent and its employees, agents and sub-contractors indemnified and to hold them harmless against all actions, proceedings, claims, demands or liabilities whatsoever or howsoever arising which may be brought against them or incurred or suffered by them arising out of or in connection with the performance of the appointment and against and in respect of all costs, loss, damage and expenses (including legal costs and expenses on a full indemnity basis) which the Agent may suffer or incur (either directly or indirectly) in the course of the performance of the appointment.

Section 6 Miscellaneous

19. The appointment shall terminate forthwith in the event of an order being made or resolution passed for the winding up, dissolution, liquidation or bankruptcy of either party (otherwise than for the purpose of reconstruction or amalgamation) or if a receiver or administrator is appointed, or if it suspends payment, ceases to carry on business or makes any special arrangement or composition with its creditors.

20. The Principal shall provide the Agent with procedures and policies to be followed in connection with its duties and functions under the appointment.

21. If anything is done or not done, such shall not constitute a waiver of any rights under the appointment.

22. Neither party shall assign or novate this Agreement without the consent of the other party.

23. The provisions of the appointment are private and confidential. The Agent will treat all information provided by the Principal about its business activities as confidential. The Agent will not disclose such confidential information, without the Principal's consent, either during or after termination of the appointment.

This obligation will not however extend to information which:

SAS au capital de 1 691 980 € - Siret 824 448 690 00019
APE 5210B - RCS Lorient B 824 448 690
TVA FR 21 824 448 690

General conditions of shipping agency

- (i) was already or becomes known to the Agent through other sources not subject to such an obligation of confidentiality;
- (ii) is or becomes known to the market generally other than as a result of a breach of this obligation; or
- (iii) which the Agent is obliged to disclose pursuant to an order of a court or other such authority.

In all cases such obligation of confidentiality shall be deemed to end two years after the expiry or termination of the appointment.

24. Notwithstanding anything in the appointment, the Agent or the Principal shall not be required to do anything that constitutes a violation of the laws and regulations of any State to which either of them is subject.

25. All notices given by either party to the other shall be in writing.

A notice may be sent by registered or recorded mail, electronically or delivered by hand.

Any notice given under the appointment shall take effect on receipt by the other party and shall be deemed to have been received:

- (i) if posted, on the seventh (7th) day after posting;
- (ii) if sent electronically, on the day of transmission; and
- (iii) if delivered by hand, on the day of delivery,

and in each case proof of posting, handing in or transmission shall be proof that notice has been given, unless proved to the contrary.

Section 7 Law and Jurisdiction

26. The Parties agree to refer any disputes to arbitration and to incorporate the BIMCO Dispute Resolution Clause 2016 into the appointment. They have elected the governing law and jurisdiction referred to in Box 10.